



Le 4 février, par la grève et la manifestation

DÉFENDONS NOS DROITS SOCIAUX ET NOS LIBERTÉS DÉMOCRATIQUES !

Le gouvernement s'acharne à imposer brutalement sa politique de casse des conquits sociaux.

Nous constatons toutes et tous l'explosion du nombre de luttes en cours pour défendre les emplois, les salaires, les conditions de travail, menées par les travailleur·ses notamment de la Culture, ainsi que celles et ceux de la Santé, des enseignant.es, des étudiant.es, du médico-social, des entreprises électriques et gazières, de la RATP, des raffineries, du commerce, etc...

Alors que les entreprises du CAC40 ont versé à leurs actionnaires des dividendes qui ont augmenté de 70%, en 10 ans, le salaire minimum n'a lui augmenté que de 12 % sur la même période creusant de plus en plus d'inégalités, de pauvretés et de précarités

La Loi « Sécurité Globale » aggravée des décrets permettant le fichage massif des militant.es ainsi que de leurs proches, pour opinion politique ou syndicale, n'a d'autres but que de réprimer davantage les mouvements sociaux qui ne cessent de s'accroître, de faire taire toutes les dissidences et toutes formes de contestation.

Les batailles pour nos droits sociaux et la lutte pour les libertés démocratiques du plus grand nombre sont indissociables.

Il s'agit bien de deux conceptions de la société qui s'opposent, celle issue des principes d'une sécurité sociale pour toutes et tous, et celle que porte ce gouvernement au service des intérêts du monde économique et des plus riches.

Mobilisons-nous pour exiger :

- Le développement du Service public sans sous-traitance, avec des créations de postes massives
- L'augmentation immédiate de la valeur du point d'indice pour les fonctionnaires
- L'augmentation des salaires et des minima sociaux
- Contre les licenciements et la précarité
- De nouvelles mesures fortes pour l'égalité entre les femmes et les hommes
- Le retrait de la « réforme » des retraites et la revalorisation des retraites et des pensions
- L'abandon de la réforme de l'assurance chômage
- Le respect de la liberté d'expression, du droit à s'exprimer, du droit de manifester et donc l'abandon de la loi « Sécurité globale » et des décrets sur le « fichage »
- Pour la jeunesse, le maintien définitif de l'aide à la recherche du premier emploi (ARPE)
- La création d'un RSA jeune général et non sur critérisé pour les moins de 25 ans
- Face à la précarité étudiante un investissement immédiat de 1,5 milliard d'euros dans les établissements du supérieur ainsi qu'une réforme des aides sociales avec la mise en place de l'allocation d'autonomie

Les Unions Régionales CGT-FSU-Solidaires et les organisations de jeunesse l'UNEF et l'UNL appellent l'ensemble des salarié.es, étudiant.es, lycéen.nes à se mobiliser. Nos organisations soutiennent l'ensemble des actions y compris la grève que les salarié.es, du public comme du privé, décideront collectivement.

Nos organisations soutiennent l'ensemble des actions y compris la grève que les salarié.es et les agent.es de la Fonction publique décideront collectivement.

Elles appellent à manifester le 4 février à Paris, à 14H Place de la République en direction de la Nation, pour rejeter les politiques antisociales du gouvernement et du patronat.

Paris, le 29 janvier 2021